

Opposition municipale

**Élu-e-s Malakoff Plurielle > 3 élu-e-s
Immeubles publics, quelle
stratégie ?**

Un parc immobilier aussi important que celui de Malakoff doit être géré avec rigueur, transparence et servir une vision. Au budget 2023, seuls sont prévus la rénovation des centres de vacances de Megève et Fulvy (820 000 €) ainsi que la rénovation du gymnase Rousseau (850 000 €). Aucun programme relatif aux autres bâtiments et infrastructures publics, ou au patrimoine privé de la ville (135 appartements et 20 commerces) n'est annoncé. Quel plan d'actions pour entretenir ce parc important ? Quelle stratégie d'évolution ? Les diagnostics énergétiques font défaut, ce qui interroge sur la réalité de l'implication de la majorité sur la transition énergétique et écologique. Et quid des dépenses non provisionnées pour des travaux que la mairie sera contrainte tôt ou tard de réaliser ? Depuis le 1^{er} janvier 2018, les logements classés F et G, c'est-à-dire les « passoires énergétiques » ne peuvent être loués ; or, les loyers ridicules demandés aux locataires chanceux du patrimoine privé (à ne pas confondre avec le parc HLM de la ville) ne peuvent couvrir des travaux d'isolation nécessaires. La ville pourra-t-elle se permettre de conserver l'ensemble de son parc immobilier, notamment tous ces centres de vacances dont les seuls frais d'exploitation sont énormes ? Malakoff Plurielle propose de confier la gestion de ces bâtiments à des professionnels capables d'en assurer l'entretien et la commercialisation auprès d'autres collectivités ou équipes sportives en dehors des périodes d'occupation par la ville. Nous avons aussi demandé une totale transparence, difficile à obtenir sur la gestion des logements de la ville qui pourraient être cédées à Malakoff Habitat, ou vendus quand ils ne sont pas liés à un projet d'urbanisme. Il est temps d'optimiser les dépenses du parc immobilier municipal !

 **Olivier Rajzman**
Conseiller municipal
orajzman@yahoo.fr

**Élu-e-s France insoumise et citoyen-ne-s
> 3 élu-e-s**

Un pouvoir islamophobe

Gabriel Attal ministre de l'éducation nationale a décidé de faire sa rentrée en pointant du doigt les musulmans pour masquer son incompétence, le tout sous couvert de laïcité. Une fois de plus, une fois de trop. L'interdiction de l'abaya (qui n'est ni plus ni moins qu'une robe ample) est un signal envoyé en faveur du Front National. Pourtant ce sont 850 000 cas de harcèlement, des fermetures d'école décidé par les mairies pour faire des économies, des fermetures de classe (Plus de 200 classes ont fermé dans les écoles et les collèges en 2023) en raison des suppressions de postes, les AESH manquent cruellement, si leurs conditions de travail sont déjà compliquées, ce sous-effectif empêche la scolarisation de nombreux enfants (rupture d'égalité) et les familles sont contraintes de s'adapter tant bien que mal. Ce ne sont que quelques exemples des vrais pro-

blèmes au sein de l'éducation nationale, ce qui est étonnant (ou pas), c'est la complaisance de personnalités politique qui se disent de gauche et qui se prononce en faveur de l'interdiction de l'abaya. Cacher son islamophobie sous couvert de laïcité, faire des musulmans le bouc émissaire en toutes circonstances, ça commence à bien faire. La laïcité, ce n'est pas la guerre aux religions ni aux religieux, La laïcité garantit la liberté de conscience. De celle-ci découle la liberté de manifester ses croyances ou convictions dans les limites du respect de l'ordre public. La laïcité implique la NEUTRALITÉ de l'État et impose l'égalité de tous devant la loi sans distinction de religion ou conviction. L'interdiction de l'abaya et la complaisance de certains à gauche ont entraîné des scènes intolérables, des jeunes filles ont été interdites d'entrer à l'école parce que leurs vêtements paraissaient trop amples, des policiers ont même été postés devant les écoles pour faire respecter l'interdiction, un drame au pays de la devise « liberté, égalité, fraternité ».

 **Anthony Touailles**
Conseiller municipal
atouailles@ville-malakoff.fr

**Élu-e-s Renaissance Malakoff > 2 élus
Mobilités à Malakoff :
paroles d'habitants**

À Malakoff, les mobilités douces occupent une place essentielle pour les habitants de la commune. Depuis la dernière pandémie, les utilisateurs sont de plus en plus nombreux mais dans notre ville, les moyens mobilisés par la municipalité ne suffisent plus.

Fouad : « *Ici on n'est pas forcément en sécurité quand je roule à Vélo ; les pistes cyclables ne respectent pas toujours la largeur conseillée et les nids de poules sont fréquents* ».

Céline : « *J'habite au quartier centre et j'ai entendu parler du réaménagement de la rue Victor Hugo... j'espère qu'ils communiqueront auprès des riverains pour expliquer ce nouveau concept de vélorue examiné en réunion* ».

Le gouvernement a annoncé au mois de mai un budget de 2 M€ d'investissements d'ici à 2027 consacré au développement des infrastructures cyclables, de la pratique du vélo et des voies sécurisées. Il souhaite aussi favoriser le développement des vélorues, prisées des utilisateurs. Nous avons soutenu ces initiatives, notamment le projet de réaménagement de la rue Victor Hugo en Vélorue initié par l'association Dynamo Malakoff et financé en grande partie par l'établissement territorial « Vallée Sud Grand Paris ».

Mais quel dommage que la Majorité n'ait pas choisi de travailler, dès le début du projet, avec le monde associatif pour éviter des dépenses inutiles aux citoyens !

Nous souhaitons contribuer au développement des aménagements en matière de mobilités urbaine pour faciliter les déplacements des habitants. Mais nous serons vigilants sur les choix retenus et sur la mise en œuvre des solutions techniques à travers le comité de suivi du plan global de déplacement. Si vous avez un sujet qui vous tient à cœur, dont vous voulez témoigner, contactez-nous !

Pour nous rejoindre, cliquer sur le site du parti Renaissance puis inscrivez-vous au comité Renaissance Malakoff.

 **Roger Pronesti**
Conseiller municipal
Renaissance.malakoff@gmail.com

**Élu non inscrit - Malakoff Insoumise
et Populaire > 1 élu
Halte à la chasse
aux pauvres !**

Le Conseil municipal de juillet a adopté, à une très large majorité, notre vœu dénonçant le projet de loi France Travail.

Ce projet prévoit, sans aucune concertation, de conditionner le versement du RSA à 15 à 20 heures d'activités, sous peine de sanctions. Cette logique stigmatisante vise en fait à permettre à l'État de se défaire de ses responsabilités !

Le gouvernement jure qu'il ne s'agit pas d'imposer du travail forcé ou du bénévolat obligatoire. Pourtant aucune mesure dans ce projet ne l'interdit ! Cependant, le gouvernement a quand même annoncé 300 à 500 millions d'euros supplémentaires pour l'accompagnement des chômeurs. Mais cet effort (insuffisant) sera financé par les excédents de l'assurance chômage créés notamment par la baisse d'un quart de la durée d'indemnisation des chômeurs ! Les pauvres devraient donc payer pour les encore plus pauvres !

Nous nous battons pour le retrait de ce projet !

 **Martin Vernant**
Conseiller municipal
mvernant@ville-malakoff.fr

**Élu non inscrit - Malakoff citoyen > 1 élu
Ma mairie va mal !**

Je salue le courage, le professionnalisme et la disponibilité des agents de la commune travaillant au service des habitants malgré une atmosphère tendue. De la collectivité beaucoup d'anciens sont invités à partir, d'autres sont au placard, beaucoup décrochent pour aller dans d'autres villes et d'autres préfèrent juste venir faire le travail sans passion. La municipalité ne nous écoute plus, ne nous défend plus, elle cultive le malaise et pourtant on l'entend dire qu'elle est pour la fonction publique. S'agit-il d'une forme de campagne électorale parce que de nombreux agents vivent avec leur famille à Malakoff ? Toutes les classes de maternelle de Malakoff doivent disposer d'un ATSEM pour mieux assister les enseignant(e)s et pour le bien des enfants. J'ai une pensée pour les familles marocaines et libyennes ! Retrouvez-nous sur le media Kessel, rubrique MALAKOFF CITOYEN.

 **Ange Stéphane Tauthui**
Conseiller municipal
stauthui@ville-malakoff.fr

ESPACE OUVERT À L'EXPRESSION DES ÉLUS DU CONSEIL MUNICIPAL
LES TEXTES PUBLIÉS ENGAGENT LA SEULE RESPONSABILITÉ DE LEURS AUTEURS

Majorité municipale

Élu-e-s du groupe Malakoff en commun, communistes et citoyen-ne-s > 16 élu-e-s
Malakoff, ville solidaire sans frontières

Au creuset de ses habitant-e-s de tous horizons, de toutes les cultures, Malakoff s'est créé une identité ouverte sur le monde et sa diversité. Pour ses élu-e-s, il est donc naturel de considérer que la solidarité ne s'arrête pas au seul motif d'une frontière géographique ou nationale.

Ainsi, Malakoff, commune engagée pour la paix, soutient et favorise l'émergence de projets de solidarité internationale.

Cela passe par des partenariats avec plusieurs associations dont Agir pour la solidarité à Malakoff qui développe et coordonne l'action de diverses associations malakoffites pour la coopération et a permis le jumelage avec Nogom, commune rurale du Sénégal. Engagés avec l'Association Nationale des Villes et Territoires Accueillants, nous œuvrons à l'accueil des personnes exilées sur notre commune. Enfin, en collaboration avec l'Association pour le Jumelage entre les camps de réfugiés palestiniens et les villes françaises, nous débutons des échanges avec le camp de réfugiés d'Al Fara en Palestine.

Cet engagement, c'est aussi un soutien financier direct lorsque les circonstances l'exigent. Ainsi, suite au séisme qui a touché le Maroc, nous proposerons au conseil municipal de novembre, comme à chaque fois, une subvention exceptionnelle à une organisation humanitaire présente sur place et l'organisation d'une collecte financière.

Enfin, parce qu'il nous est impossible de rester silencieux devant le drame qui se déroule en Méditerranée, nous travaillons à un événement avec l'ONG SOS Méditerranée qui aura lieu avant la fin 2023. Nous vous y attendons nombreuses et nombreux pour montrer qu'à Malakoff, la solidarité internationale n'est pas qu'un mot !

 **Catherine Morice**

Conseillère municipale, déléguée aux Solidarités internationales
 cmorice@ville-malakoff.fr

Élu-e-s du groupe Les Écologistes Collectif EELV, Génération-s et citoyen-ne-s > 7 élu-e-s

Le syndrome de la fourmi

Nous avons vécu l'été le plus chaud jamais enregistré, certain-es dans des passoires thermiques. La crise sanitaire a exacerbé la pauvreté au point que les Restos du Cœur ne parviennent plus à répondre à la demande.

Le coût de la rentrée universitaire est en hausse de 4,68 % par rapport à 2022 selon la FAGE.

Les bourses doivent être revalorisées significativement et ne plus se baser sur les revenus de l'année antérieure des parents. Et le repas à 1 € doit concerner tous.tes les étudiant-es afin qu'il n'aient plus à choisir entre garantir leurs besoins essentiels et étudier !

Notre Jeunesse a conscience des enjeux sociaux, climatiques et démocratiques. Elle est mobilisée pour le droit à la Retraite, pour le Climat, la Justice et l'Égalité. À Malakoff, nous sommes à l'écoute de ses aspirations. Nous veillons à renforcer les liens entre les étudiant-es et la Ville.

Nous nous sommes engagé-es à réaliser un guide visant à améliorer l'accès des Jeunes à leurs droits,

aux aides disponibles, à l'offre culturelle de la Ville et aux équipements pouvant accueillir des étudiant-es. Des soirées « Milk Talk » ont lieu à l'Espace Angela Davis afin que les Jeunes débattent avec des intervenant-es.

Comme l'écrit la jeune autrice écologiste Flora Ghebali, lorsque l'on dessine un cercle autour d'une fourmi, elle est incapable de s'en échapper. Elle croit que le trait de crayon est un mur infranchissable. On pourrait parler de « Syndrome de la Fourmi », cet état qui nous empêche de passer à l'action.

C'est collectivement que nous parviendrons à inventer de nouveaux récits qui nous permettront de sortir de ce cercle en luttant contre les urgences et en relevant les défis de notre époque !

 **Nicolas Garcia**

Conseiller municipal, déléguée à la Ville étudiante
 ngarcia@ville-malakoff.fr

Élu-e-s Socialistes et apparenté-e-s > 4 élu-e-s

Réchauffement climatique, démocratie et action locale

Cet été a encore fait la démonstration que nous sommes dans une urgence climatique avec des défis à relever et des solutions à inventer dans des délais de plus en plus courts.

Le territoire Vallée Sud Grand Paris élabore son Plan Local d'Urbanisme Intercommunal quand nos voisins parisiens se dotent d'un PLU Bioclimatique, fruit de 2 années de concertations avec les habitants, les professionnels et les territoires limitrophes, avec 180 ateliers et 50 000 propositions analysées.

Baisser de 60 % la pollution, mettre fin aux démolitions systématiques, généraliser la rénovation énergétique des bâtiments, privilégier l'usage des matériaux biosourcés, rééquilibrer le territoire en logement sociaux et accessibles, inventer de nouvelles règles permettant de valoriser les projets à impact positif sur son quartier, recréer des espaces verts, protéger le commerce l'artisanat et les structures de l'économie sociale et solidaire.

Alors que les choix faits aujourd'hui ont des répercussions sur la vie de chacun, notre territoire n'a proposé qu'une concertation par ville. Ce territoire consent à laisser les démolitions perdurer sans contraindre les promoteurs à réfléchir à la réhabilitation, c'est le cas de la tour de l'INSEE, c'est ce qui se prépare à la cité-jardin de la Butte-Rouge à Chatenay, elle sera rasée pour partie. De lourdes inégalités persistent dans la répartition géographique des logements sociaux mais rien ne prévoit le rééquilibrage. Conjuguer la crise sociale à la crise climatique constitue le ravin qui se trouve devant nous et qui occasionne la perte de confiance des citoyens dans notre capacité à agir. Quand certains pensent que rien ne peut être fait, quelques communes, Paris en tête, Grenoble, Nantes et d'autres communes nous montrent qu'une volonté d'aller plus vite et plus loin est possible.

 **Corinne Parmentier**

Adjointe à la maire, chargée du Développement économique, Commerces, Artisanat, et de l'Économie sociale, solidaire et circulaire
 cparmentier@ville-malakoff.fr

Élu-e-s Nouveau souffle > 2 élus

Contre la pauvreté : la solidarité

Malakoff n'est pas épargnée par la dégradation des conditions de vie de nombreuses personnes en raison de la hausse des prix de l'alimentation, de l'énergie, de la précarité du logement. Chez nous comme ailleurs en France, pourtant dotée de puissants moyens de protection sociale, de plus en plus de personnes sont fragilisées parmi les sans-abris, les exclus, mais aussi celles et ceux qui travaillent, salariés ou indépendants, et n'y arrivent plus. Tout comme les associations qui les accompagnent. Et combien de commerçants et d'artisans sont à Malakoff empêchés d'embaucher des étrangers sans papier qui ne demandent que cela pour quitter la rue, les hôtels sociaux et les distributions alimentaires ? Notre Ville prend ses responsabilités, malgré ses propres difficultés budgétaires, en préservant les soutiens aux plus pauvres par l'action du centre communal d'action sociale, les engagements en faveur du logement social ou encore l'appui aux associations. Mais c'est notre pacte national qui est fragilisé. La stigmatisation des pauvres et des étrangers rôde, instrumentalisée par ceux qui veulent nous détruire. Le gouvernement ne peut pas rester inactif, voire parfois contribuer à cette dénonciation des pauvres. Trop nombreux sont ceux, comme à Malakoff, qui ne s'en sortent plus alors qu'ils travaillent. Mais il y a aussi des personnes qui vont bien et doivent avec les « ultra riches » plus contribuer à la solidarité et sortir d'un égoïsme suicidaire pour eux-mêmes, notre cohésion sociale et finalement notre démocratie. Saluons le courage politique de ces parlementaires qui ont mis de côté leurs attaches partisans pour ouvrir la voie à la régularisation de travailleurs sans papiers. Et prenons, citoyen-ne-s de notre Ville chacun-e notre part de la refondation de ce pacte social où chacun devra plus que jamais contribuer à la hauteur de ses moyens à la solidarité vers celles et ceux qui en ont besoin. Un nouveau souffle.

 **Pascal Brice**

Conseiller municipal
 pbrice@ville-malakoff.fr